



**Conseil d'administration
du Programme
des Nations Unies
pour le développement
et du Fonds des
Nations Unies pour la
population**

Distr.
GÉNÉRALE

DP/CCF/IND/1
16 décembre 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Deuxième session ordinaire de 1997
10-14 mars 1997, New York
Point 2 de l'ordre du jour provisoire

PNUD : CADRES DE COOPÉRATION DE PAYS ET QUESTIONS CONNEXES

PREMIER CADRE DE COOPÉRATION AVEC L'INDE (1997-2001)

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1	2
I. SITUATION DU DÉVELOPPEMENT ENVISAGÉE SOUS L'ANGLE DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE	2 - 9	2
II. RÉSULTATS ET ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE LA COOPÉRATION PASSÉE	10 - 12	5
III. STRATÉGIE ET DOMAINES THÉMATIQUES PROPOSÉS	13 - 24	7
A. Stratégie	13	7
B. Domaines thématiques proposés	14	7
1. Emploi et moyens d'existence durables	15 - 16	8
2. Accès aux services de base	17 - 18	8
3. Gestion du développement	19 - 22	9
4. Développement durable	23 - 24	10
IV. ARRANGEMENTS DE GESTION	25 - 27	11
<u>Annexe.</u> Tableau des objectifs de mobilisation des ressources pour l'Inde (1997-2001)		13

INTRODUCTION

1. Le premier cadre de coopération de pays avec l'Inde (1997-2001) (CCP-1) a pour thèmes centraux la croissance dans l'équité, la lutte contre la pauvreté et le développement humain. L'examen à mi-parcours du quatrième programme de pays (1990-1997) et les réunions tenues par le Ministère des finances et le PNUD en 1994 en vue d'examiner le programme et les politiques pour 1996 ont entraîné une réorientation des programmes. Ceux-ci sont désormais axés sur l'amélioration des résultats économiques et le développement humain, conformément aux nouvelles tendances des politiques nationales de développement et au mandat du PNUD privilégiant le développement humain durable (DHD). Le CCP-1 se fonde sur de récentes politiques importantes (comme l'universalisation des services sociaux de base annoncée lors de la Conférence des ministres de juillet 1996, les nouvelles priorités du neuvième plan quinquennal (avril 1997-mars 2002), les initiatives relevant du huitième plan quinquennal (avril 1992-mars 1997) et les engagements pris par l'Inde à l'occasion de conférences mondiales. Le cadre national de planification constituant le point de référence de toute l'assistance extérieure, l'établissement d'une note de stratégie de pays distincte n'est pas envisagé. L'élaboration du CCP a mis à profit la note consultative issue de consultations avec tout un éventail de partenaires – ministères du gouvernement, organismes des Nations Unies, organisations bilatérales et multilatérales, organisations non gouvernementales (ONG) et bénéficiaires de l'aide.

I. SITUATION DU DÉVELOPPEMENT ENVISAGÉE SOUS L'ANGLE DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE

A. Buts, stratégies et priorités du développement

2. L'Inde a fait des progrès considérables sur la voie de la réalisation de son objectif de croissance dans l'équité et l'autosuffisance. Le huitième plan a marqué un changement de cap dans la stratégie nationale de développement, qui met maintenant l'accent sur l'amélioration des résultats économiques et les multiples aspects du développement humain. Les réformes économiques et les mesures de libéralisation adoptées au cours des cinq dernières années se sont traduites par la reprise d'une croissance économique soutenue (5,9 % par an de 1992 à 1995), une expansion des exportations, une réduction de l'inflation et une amélioration des niveaux de vie et des indicateurs sociaux. Il ressort des estimations de la Commission de planification que la proportion de la population vivant au dessous du seuil de pauvreté a baissé, passant de 25,5 % en 1987 à moins de 18,9 % en 1993-1994. Le nombre d'emplois nouveaux se situait en moyenne autour de 6,3 millions par an de 1992 à 1995 avec un sommet de 7,2 millions en 1994-1995, contre 4,8 millions par an dans les années 80. Les objectifs suivants du budget national pour 1996-1997 illustrent la continuité des politiques socio-économiques : a) maintenir le processus de réformes économiques et de libéralisation visant à accélérer la croissance économique; b) répondre aux préoccupations de couches pauvres de la population et leur assurer les services de base minimaux; c) assurer une croissance dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et des services afin d'obtenir un taux élevé d'emploi; d) faire preuve de prudence sur le plan financier et assurer la stabilité macro-économique; e) accroître les investissements, particulièrement dans le domaine de l'infrastructure; f) renforcer les interventions décisives

/...

propres à favoriser le développement humain; g) assurer la bonne tenue de la balance des paiements grâce à une forte progression des exportations et à l'accroissement des flux d'investissements étrangers.

B. Lutte contre le paupérisme et création d'emplois

3. La pauvreté diminue à l'échelon national, mais les indicateurs du développement humain et de la pauvreté trahissent des écarts importants entre zones rurales et urbaines (21,68 % et 11,55 %, respectivement, pour ce dernier, en 1993-1994), entre États et entre différentes régions ou districts d'un même État. Une industrialisation rapide, à large assise et à fort coefficient de main-d'oeuvre, qui soit équilibrée sur le plan régional, est indispensable à la diminution de la pauvreté, à l'élévation des niveaux de vie et à la dignité et la participation des pauvres. La croissance de l'agriculture, source d'emplois pour les deux tiers de la population active de l'Inde, revêt une importance capitale si l'on veut réduire la pauvreté rurale, améliorer les niveaux de vie, assurer la sécurité alimentaire et renforcer la demande intérieure de produits industriels et de services. Le Gouvernement est résolu à renforcer l'infrastructure sociale et économique rurale, en réorganisant notamment le système d'octroi de prêts aux ruraux, et à inverser les politiques défavorables à l'agriculture. Le Gouvernement ne peut consentir un appui financier et administratif énergique aux programmes sociaux et de lutte contre le paupérisme qu'avec le maintien d'une croissance économique rapide et soutenue, seule capable de dégager les fonds nécessaires.

4. Le Gouvernement reconnaît qu'il existe de sérieuses lacunes dans les services sociaux; sur le plan national, on s'accorde à reconnaître qu'il convient d'universaliser d'ici à l'an 2000 les services sociaux de base dans les sept domaines suivants : alimentation en eau potable; services de santé primaires; enseignement primaire; logements sociaux pour les sans-abri; repas de midi en zone rurale; raccordement des villages; système public de distribution au profit des pauvres. La responsabilité de ces programmes et des services connexes incombe en grande partie aux gouvernements des États, d'où la nécessité d'étendre le processus de réforme économique et administrative aux États et aux échelons inférieurs de l'administration. L'application de ces politiques est associée à l'exécution de programmes nationaux spéciaux comme certains programmes d'emploi, le programme national d'aide sociale, le programme du repas de midi, et le système public de distribution. De même, si plusieurs programmes s'attachent à résoudre le grave problème de la pauvreté urbaine, une approche plus globale et durable est nécessaire. La participation de la population et sa démarginalisation sont indispensables au développement. En 1992, le Parlement indien a conféré un statut constitutionnel aux institutions d'autogouvernance (les panchayas) à l'échelon des villages et les municipalités dans les zones urbaines) et les a chargées du développement au niveau local. Un tiers des sièges de ces organes élus sont réservés aux femmes; des sièges sont également réservés aux castes et tribus dites "intouchables". Un effort massif de renforcement des capacités est nécessaire pour aider ces institutions à s'acquitter de leur mandat.

C. Promotion des femmes

5. Les femmes jouissent de moins de possibilités sociales, économiques et politiques que les hommes. Les statistiques, y compris divers indicateurs du développement humain de l'Inde relatifs à la mortalité infantile, l'alphabétisation, la nutrition et la santé mettent en évidence ces inégalités (c'est ainsi que d'après le recensement de 1991, le taux d'alphabétisation est de 39,4 % pour les femmes contre 63,8 % pour les hommes). La stratégie visant à mettre les femmes en mesure de jouer un rôle effectif et équitable dans la société comporte les éléments suivants : accroissement de leur autonomie par une prise de conscience, renforcement de la confiance, emploi, indépendance économique, éducation, formation, santé, nutrition, services de protection sociale, garanties juridiques et participation politique. Le fait de réserver aux femmes un tiers des sièges de panchayas est un facteur capital, de leur démarginalisation car 800 000 femmes ont ainsi la possibilité de participer effectivement aux activités à l'échelon local. Un débat national sur l'attribution aux femmes de 33 % des sièges du Parlement est en cours.

D. Environnement et énergie

6. La dégradation de l'environnement menace le progrès économique et social. Or, la pauvreté et le sous-développement contraignent les populations en quête de moyens d'existence à aggraver cette dégradation, et le processus même du développement – avec par exemple la croissance des villes et l'industrialisation – peut être un facteur s'il n'est pas bien géré. Des politiques appropriées sont susceptibles de contribuer à inverser la détérioration de l'environnement : les programmes de reboisement du Gouvernement ont aidé à accroître la couverture forestière; la mise en oeuvre du plan d'action relatif au Gange a entraîné une amélioration de la qualité de l'eau et une réduction des maladies d'origine hydrique. L'Inde dispose en grande partie du cadre juridique et institutionnel propre à appuyer des politiques environnementales énergiques. La loi de 1986 sur la protection de l'environnement a conduit à l'établissement de règles, à la notification de normes et à la délégation de pouvoirs aux États. Il est toutefois nécessaire de renforcer les capacités des institutions gouvernementales et non gouvernementales pour assurer l'exécution et le suivi des politiques et stratégies écologiques. Une sensibilisation accrue à l'environnement et la participation de la population sont d'autres domaines d'action importants. Pour que l'Inde puisse s'acquitter des engagements qu'elle a souscrits en vertu d'importantes conventions internationales, elle devra pouvoir acquérir certaines technologies à des conditions de faveur et bénéficier de sources de financement supplémentaires.

7. La pénurie d'énergie constitue un obstacle majeur au développement. Pour le surmonter, il faut mettre en oeuvre des politiques capables d'améliorer la performance des systèmes énergétiques, de mobiliser des capitaux en vue de la création de nouvelles capacités, de minimiser les effets nuisibles à l'environnement et de mettre à la disposition des pauvres des sources d'énergie d'un coût abordable. Les programmes du Gouvernement visant à satisfaire la demande croissante d'énergie prévoient notamment le recours aux biogaz, aux chulhas (fourneaux de cuisine) améliorés, à l'énergie rurale, au reboisement et à une gestion conjointe des forêts.

E. Décentralisation démocratique

8. En Inde, le mode de gouvernement, qui est la démocratie représentative, a été renforcé par l'octroi, en 1992, du statut constitutionnel aux institutions d'autogouvernance (panchayas et municipalités). L'application du système du Panchayati Raj (fondé sur la gouvernance traditionnelle des villages), l'indépendance du pouvoir judiciaire et la liberté de la presse favorisent la participation aux affaires publiques. Pour faire bénéficier du développement économique et social les couches les plus faibles de la société et les pauvres, des programmes en faveur des castes et tribus dites "intouchables", des autres classes retardataires, des minorités, des groupes spéciaux de femmes et d'enfants, des handicapés et des personnes âgées sont mis en oeuvre et le gouvernement a établi les mécanismes institutionnels propres à appuyer ces objectifs. Des ONG participent aux activités de sensibilisation nécessaires aux succès de ces programmes.

F. Technologie et besoins de la population

9. La constitution de ressources nationales en matière de science et technologie et de recherche-développement demeure un élément important de la politique de croissance dans l'autosuffisance préconisée par le Gouvernement. On peut lire dans l'Étude économique pour 1992-1993 : "Il ne faudrait pas s'imaginer que seuls les pays industrialisés peuvent s'améliorer ou que les pays en développement sont condamnés à importer les améliorations. La capacité de s'améliorer englobe la capacité d'importer, imiter, assimiler et adapter rapidement, efficacement et rationnellement." La stratégie de l'Inde a contribué à la mise en place de la base institutionnelle et à la formation des ressources humaines requises pour le développement de l'infrastructure, la croissance industrielle et la diversification de l'économie. La révolution verte et l'organisation de missions technologiques (sur l'eau potable, les graines oléagineuses, les légumineuses, la vaccination des enfants, la lutte contre les maladies) représentent des applications de la science et de la technologie à la satisfaction des besoins de la société et du développement. Il faut cependant faire progresser la commercialisation et l'exploitation des techniques dans les secteurs socio-économiques. Les technologies postérieures à la révolution verte qui ne nuisent pas à l'environnement, sont peu coûteuses, durables et favorables à l'égalité entre les sexes, associées à la participation de la population, ont la capacité de transformer l'aspect des zones rurales de l'Inde.

II. RÉSULTATS ET ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE LA COOPÉRATION PASSÉE

A. Résultats de la coopération passée et quatrième programme de pays (1990-1997)

10. L'aide apportée depuis 25 ans par le PNUD au développement des capacités de l'Inde a contribué au renforcement des institutions nationales, au transfert des techniques, à la mise en valeur des ressources humaines et à la diffusion de connaissances techniques de pointe dans divers domaines, au profit des secteurs public et privé ainsi que du progrès social. Ces capacités valorisées et le réseau des institutions seraient utilisés pour appuyer les objectifs du CCP-1.

11. Le quatrième programme de pays portait initialement sur la période allant d'avril 1990 à mars 1995, mais ainsi qu'il a été recommandé lors de son examen à mi-parcours, il a été prolongé de deux ans, jusqu'en mars 1997, pour faire coïncider la date d'achèvement du CCP-1 avec celle du neuvième plan du Gouvernement. Il s'agissait surtout d'un programme de transition, permettant une réorientation ordonnée et progressive alignée sur les nouvelles priorités nationales et le mandat du PNUD. Le quatrième programme de pays témoigne d'une conception plus équilibrée du renforcement des capacités et de la durabilité, avec notamment une reconversion en faveur de l'approche-programme, de la réduction du matériel importé et du nombre d'experts recrutés sur le plan international, d'un recours accru aux cadres et aux experts nationaux et d'une plus large participation des ONG à l'exécution. L'examen à mi-parcours a aidé à consolider l'appui du PNUD dans quatre domaines de concentration :

a) renforcement de la productivité et de la compétitivité de l'industrie et de l'agriculture en vue de l'expansion des exportations; b) amélioration du rendement énergétique, développement de l'industrie extractive et promotion de la gestion de l'environnement; c) développement des transports et communications; d) développement de l'infrastructure sociale. Au nombre des autres nouveaux éléments importants, il convient de citer une initiative concernant le développement humain, le soutien aux réformes sociales et économiques et le renforcement des capacités dans le secteur de l'environnement par le biais d'un appui à l'établissement du plan d'action sur l'environnement et du plan d'action national sur la foresterie. Les programmes et projets ont été réorientés en utilisant un test d'incorporation du DHD mis au point par le PNUD. La restructuration du programme de pays et les nouvelles initiatives privilégiant le DHD ont contribué à une contraction dans l'exécution des programmes, que l'on s'emploie à améliorer en consolidant le système de gestion des ressources du programme.

B. Enseignements

12. Les leçons tirées du quatrième programme de pays – et dont ont bénéficié l'élaboration et l'exécution des programmes du CCP-1 – portent essentiellement sur la nécessité de mettre l'accent sur les éléments suivants : coopération technique dans les secteurs sociaux; transfert des techniques applicables à la satisfaction des besoins sociaux; insertion des projets dans le cadre des priorités et programmes nationaux; propriété et gestion nationales en vue de maximiser l'impact des programmes et les capacités nationales; recours à un important personnel de contrepartie grâce à des effectifs, des ressources et un appui institutionnel adéquats. Autres éléments à inclure : l'évaluation approfondie des questions relatives à la durabilité au stade de l'élaboration des projets et programmes; l'adoption d'approches souples pour s'adapter aux conditions locales; l'utilisation des compétences nationales selon que de besoin; l'incorporation de l'égalité entre les sexes; la participation des parties concernées, des utilisateurs finals, des bénéficiaires et de la société civile afin de maximiser l'impact et la durabilité.

III. STRATÉGIES ET DOMAINES THÉMATIQUES PROPOSÉS

A. Stratégie

13. Les réformes entreprises au cours des cinq dernières années ont suscité une vive reprise de la croissance économique. Les politiques nationales s'attacheront surtout à consolider les gains économiques et à réaliser un taux de croissance de 7 % du produit intérieur brut pendant les 10 prochaines années, résultat qu'il est nécessaire d'atteindre si l'on veut éliminer la pauvreté, favoriser le développement humain et décentraliser le processus démocratique. La stratégie envisagée dans le CCP-1 consiste à faire progresser la politique de croissance dans l'équité préconisée par le Gouvernement et le PNUD, en mettant l'accent sur la modernisation des techniques, l'élimination de la pauvreté, la multiplication rapide des emplois, la prestation de services sociaux de base, la consolidation des réformes économiques et la préservation de l'environnement : il faudra pour cela tirer parti des avantages comparatifs du PNUD – avec notamment un accès aux données d'expérience, techniques et compétences de pointe disponibles dans le monde entier, le renforcement des capacités et la mise en valeur des ressources humaines – et des réseaux institutionnels mis en place au cours des quatre programmes de pays précédents. Quelques programmes globaux spécialisés s'inscrivant dans le cadre de programmes nationaux remplaceront les nombreux petits projets en cours. L'extension de l'exécution par des entités nationales, l'orientation vers les bénéficiaires, la participation des parties concernées et la rationalisation du système suivi, examen et évaluation constitueront des éléments importants de la stratégie, qui sera analysée et affinée compte tenu du neuvième plan, qui devrait être définitivement arrêté à la mi-1997. En Inde, les organismes des Nations Unies se sont efforcés d'inscrire dans un cadre commun les activités à entreprendre pour donner suite à la Conférence internationale sur la population et le développement, la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et le Sommet mondial sur le développement social, ainsi qu'à synchroniser les calendriers des programmes du Groupe consultatif mixte des politiques avec celui du neuvième plan et à procéder à une évaluation commune de pays pour appuyer plus efficacement les objectifs nationaux. Il sera fait appel aux compétences des organismes des Nations Unies en recourant à leurs services techniques et consultatifs.

B. Domaines thématiques proposés

14. Conformément à la stratégie ci-dessus et au cadre thématique de la coopération du PNUD en Inde, il est prévu d'élaborer 10 programmes interdépendants, qui se renforcent mutuellement, afin de mettre l'accent sur des problèmes de développement précis et réaliser les objectifs généraux du CCP-1. Ces programmes sont intitulés : développement des petites industries; alimentation et sécurité alimentaire; appui à l'enseignement primaire; appui au secteur de la santé; appui aux réformes économiques; renforcement des capacités; initiatives communautaires en faveur des pauvres; technologie; énergie et environnement; fonds pour le financement d'initiatives novatrices en matière de renforcement des capacités. Des questions qui se recoupent comme la population, le VIH/sida, l'information sur le développement et l'égalité entre les sexes seront incorporées à tous les programmes. Les liens avec le premier cadre de coopération régional pour l'Asie et le Pacifique et les programmes interrégionaux et mondiaux seront resserrés.

/...

1. Emploi et moyens d'existence durables

15. Programme "Développement des petites industries". Le secteur des petites industries, des micro-industries et des industries de villages emploie un pourcentage important de la population active et sa croissance revêt une haute priorité. En 1993-1994, il a fourni à lui seul des emplois à 139 millions de personnes et a représenté 40 % du volume brut du secteur manufacturier et 34 % du total des exportations. Les programmes nationaux en cours comprennent le programme des khadi et des industries de village; le programme spécial d'emploi; le programme du tissage manuel; le programme de développement de l'esprit d'entreprise; le programme de promotion et de commercialisation des exportations. Le CCP-1 prévoit l'intensification de l'appui permanent octroyé aux programmes nationaux et l'adoption d'une approche plus globale, avec notamment une aide aux industries traditionnelles à forte intensité de main-d'oeuvre – jute, cuir, huiles essentielles, papier fait à la main, épices, artisanat, tissage manuel, soie, laine, coir, médicaments autochtones, herbologie et produits alimentaires. Un appui intersectoriel sera fourni à la réorganisation de l'infrastructure institutionnelle en vue du développement des petites industries; aux regroupements industriels; au développement de l'entrepreneuriat en particulier chez les femmes et les groupes d'artisans; aux mécanismes novateurs de financement et de microcrédit associés à des services d'appui technique; aux systèmes d'information sur les techniques, la production et les marchés; aux dispositifs de sous-traitance. Le secteur non structuré bénéficiera d'une assistance visant à accroître le potentiel, les disponibilités et les activités de création de moyens d'existence et à assurer la pérennité de ces activités à l'échelon de la collectivité.

16. Programme "Sécurité alimentaire". La croissance et la diversification de l'agriculture, qui emploie les deux tiers de la population active du pays et représente environ 30 % du produit intérieur brut, tels sont les éléments principaux de la stratégie que le Gouvernement compte mettre en oeuvre pour créer des emplois en zone rurale, réduire la pauvreté et assurer la sécurité alimentaire. Il faut prévoir à cet effet le développement intégré des zones de cultures sèches ou pluviales, la valorisation de l'horticulture et la gestion des ressources en copropriété. L'appui du CCP-1 à la sécurité alimentaire inclura la diffusion des techniques appropriées d'augmentation de la production agricole; les pratiques intégrées de lutte contre les ravageurs et d'enrichissement des sols; les méthodes de culture sèche; l'amélioration des techniques après récolte; la planification régionale agroclimatique; la conception de modèles novateurs de participation de la population à la gestion des ressources en eau; la diffusion de l'information par des démonstrations; et la promotion des emplois et revenus non agricoles.

2. Accès aux services de base

17. Programme "Enseignement primaire". Un but important du Programme d'action national (1992) est de réaliser l'enseignement primaire universel d'ici à l'an 2000, s'agissant plus particulièrement des fillettes et des groupes désavantagés non scolarisés. Pour améliorer la qualité de l'enseignement primaire en zone rurale, les institutions spécialisées établies en Inde (FNUAP, UNICEF, PNUD, Unesco et OIT) compléteront le programme relatif à l'enseignement primaire à l'échelon du district, qui bénéficie d'une assistance de la Banque

/...

mondiale, en accroissant notamment la capacité qu'a la collectivité de participer concrètement à la gestion des écoles; en améliorant la performance des instituteurs qui appliquent, dans des classes groupant des élèves de différents niveaux, des méthodes pédagogiques interactives centrées sur l'enfant et tenant compte des rôles impartis aux deux sexes; en améliorant les conditions sociales qui influent sur la fréquentation et les résultats scolaires des enfants en âge d'être scolarisés (surtout des filles) dans certains districts par le biais de programmes de développement intégré du secteur social.

18. Programme "Appui au secteur de la santé". La politique nationale de la santé (1983) préconise l'investissement de fonds importants dans l'infrastructure des soins de santé primaires, afin d'améliorer la qualité et la couverture de ces services, de consolider et d'élargir l'infrastructure des soins secondaires et d'optimiser les soins tertiaires. Une réforme générale de cette politique est actuellement à l'étude. Le CCP-1 prévoit d'appuyer cette réforme en développant les initiatives relevant du quatrième programme de pays. Elle a pour but d'améliorer l'environnement de la politique sanitaire, de renforcer les capacités de planification et d'élaboration des programmes de santé du secteur public, de mettre en place des dispositifs communautaires de financement de la santé, d'introduire des réformes institutionnelles en matière d'assurance-maladie, de concevoir des mécanismes réglementaires visant à améliorer la qualité des soins de santé dans les secteurs public et privé, enfin d'instituer des programmes spéciaux en faveur des handicapés. Des liens seront établis avec des ONG et des programmes du système des Nations Unies, y compris l'ONUSIDA.

3. Gestion du développement

19. Programme "Réformes économiques". La politique de réforme économique tend à modifier le rôle du Gouvernement : au lieu de fournir des services commerciaux, celui-ci devra maintenir un environnement propice à la croissance et au développement humain. Le CCP-1 prévoit un appui aux programmes nationaux de réforme en faveur de l'expansion et de la privatisation de l'infrastructure et des services, le renforcement des capacités institutionnels des régimes juridique et réglementaire et l'initiation des cadres nationaux aux meilleures pratiques internationales.

20. Programme "Renforcement des capacités". La technologie change rapidement et la situation économique et sociale évolue à un rythme accéléré : il faut donc consolider le processus de réforme de l'administration par le renforcement permanent des capacités, la mise en valeur des ressources humaines et le perfectionnement des compétences des fonctionnaires, afin que les services qu'ils assurent aient une efficacité en rapport avec leur coût et répondent aux besoins des bénéficiaires. Pour que la population contrôle sa destinée, ainsi que le demandent les 73e et 74e amendements à la Constitution, le renforcement des capacités des institutions du Panchayati Raj est indispensable. En s'inspirant des initiatives du quatrième programme de pays touchant la formation des fonctionnaires, les réformes administratives, la réforme des impôts directs et l'application des lois, un programme du CCP-1 aura pour objectif d'appuyer le renforcement des compétences dans les services publics et les institutions du Panchayati Raj.

21. Programme "Initiatives communautaires en faveur des pauvres". La conception de modèles novateurs à l'échelon de la collectivité portant sur l'accès à la technologie, la mobilisation sociale, la prestation de services de base, les dispositifs d'auto-assistance, l'octroi de microcrédits, etc., aurait tout avantage à s'inspirer des meilleures méthodes appliquées dans d'autres pays en développement, que le PNUD pourrait diffuser. Les projets de développement communautaire locaux constitueront un point de convergence pour certains éléments de programme du CCP-1 et contribueront à maximiser leur impact. Les ONG se verraient confier un rôle important dans les activités menées à l'échelon de la collectivité.

22. Programme "Technologie". Dans le document directif prospectif publié par le Gouvernement et intitulé "Technology Vision – 2000", la mise en place d'une assise scientifique et technique nationale solide est un facteur important de la recherche d'une croissance autonome et de l'amélioration de la qualité de la vie de la population. La production agro-alimentaire, la biotechnologie, les soins de santé, les industries stratégiques et le traitement des matériaux, l'application de la recherche-développement pour le plus grand bien de l'économie, de l'environnement et de la société sont des domaines considérés comme prometteurs. Des éléments du CCP-1 porteront notamment sur le resserrement des liens entre les instituts de recherche-développement et l'industrie privée, l'application de la science et de la technique à la transformation des zones rurales, la promotion des technologies autochtones; la vulgarisation des techniques informatiques pour le développement; le renforcement de la base technologique des centres de ressources dirigés par des ONG; le renforcement des capacités de gestion de la technologie. Le programme "Technologie" appuiera les éléments technologiques d'autres programmes du CCP-1. En tirant parti de l'infrastructure et des capacités antérieurement mises en place, il renforcera également les capacités de gestion de la technologie d'autres programmes nationaux dans ce domaine.

4. Développement durable

23. Dans le quatrième programme de pays, l'accent a été mis sur le renforcement des capacités de gestion de l'environnement, en faisant appel aux programmes du Fonds pour la protection de l'environnement mondial (FEM), du Protocole de Montréal et de Capacités 21. Cet aspect sera encore souligné dans un programme du CCP-1 pour la protection, la régénération et la gestion durables de l'environnement et des ressources énergétiques, auquel se référeront des actions coordonnées en faveur du développement durable, thème important de tous les programmes.

24. Programme "Énergie et environnement". En s'inspirant de l'Initiative mondiale du PNUD sur l'énergie durable et tirant parti des réalisations passées et en cours, un appui au renforcement des capacités sera apporté aux programmes nationaux touchant la promotion et la commercialisation des techniques d'exploitation des énergies renouvelables (biomasse, énergie solaire, microhydro-électricité), les économies et l'efficacité énergétiques, la formation et l'orientation, le développement de l'esprit d'entreprise, la diffusion d'informations et le renforcement des politiques et réglementations concernant l'énergie. La convergence des programmes sera encouragée par la mise en oeuvre de projets-pilotes d'exploitation de systèmes énergétiques à l'échelon

de la collectivité, avec l'intégration de mécanismes d'octroi de microcrédits en vue de diffuser les méthodes d'exploitation des énergies renouvelables en zones rurales. Dans le secteur de l'environnement, une collaboration entre le PNUD et le Gouvernement est possible pour ce qui est du renforcement des capacités des ministères qui s'occupent du développement par les moyens suivants : amélioration des instruments économiques, évaluation et comptabilité écologiques, analyse de l'environnement, gestion de l'environnement, surveillance de la pollution, éducation écologique et juridique, conservation et gestion de la biodiversité, sensibilisation des collectivités et aménagement de réseaux d'information sur le développement. Les projets de coopération technique financés par le FEM et le Protocole de Montréal (dans lesquels le PNUD joue un rôle important) sont intégrés à d'autres activités du secteur de l'environnement et continueront à appuyer les engagements assumés par l'Inde en vertu de conventions internationales concernant l'environnement.

IV. ARRANGEMENTS DE GESTION

A. Arrangements concernant l'exécution et la mise en oeuvre

25. L'exécution nationale et l'approche-programme demeureront les principes fondamentaux de la gestion des programmes du CCP-1. La base technique solide qui rend possible l'exécution nationale sera encore renforcée par la définition d'une structure de gestion adaptée à chaque programme du CCP-1, en appliquant des critères comme la propriété nationale, la participation accrue des parties concernées, une responsabilité financière plus rigoureuse, la souplesse, la rentabilité, l'efficacité administrative et la durabilité – et en tenant compte des expériences faites et des leçons tirées de la gestion et de l'exécution du quatrième programme de pays (cuir et jute) ainsi que des modèles utilisés dans d'autres initiatives financées par des ressources extérieures. Afin de soutenir ce processus et d'appuyer le renforcement des capacités nécessaires à l'exécution nationale, une coopération avec le PNUD, en utilisant le solde de fonds supplémentaires, est envisagée. Pour améliorer la qualité de l'exécution, on aura recours aux services des institutions spécialisées des Nations Unies, aux Volontaires des Nations Unies et à des organisations bénévoles ainsi qu'à des mécanismes comme la coopération technique entre pays en développement, le transfert des connaissances par l'intermédiaire des expatriés (TOKTEN) et les services consultatifs internationaux de courte durée des Nations Unies.

B. Suivi, examen et évaluation

26. Pour assurer que les objectifs et les activités des programmes restent conformes aux priorités du développement national, le suivi et l'évaluation de chaque programme du CCP-1 seront axés sur la définition de buts quantifiables dans le cadre des programmes nationaux, l'établissement d'indicateurs et de repères quantitatifs et qualitatifs et l'élaboration d'enquêtes initiales. La participation des parties concernées sera un élément important de ce système de suivi et d'évaluation. Des activités préparatoires ont déjà été engagées par le PNUD et des mécanismes appropriés seront mis au point avec des coordonnateurs nationaux de projets afin d'institutionnaliser ce processus. Pour renforcer la coordination et la supervision des programmes, il sera institué un système d'examen et d'appui pour les programmes du CCP-1; il comprendra des examens annuels par le Gouvernement et le PNUD et un examen à mi-parcours des programmes

/...

et des politiques, auxquels seront conviés les parties concernées et autres partenaires du développement. Un comité permanent composé de directeurs des programmes nationaux sera constitué en vue d'encourager l'établissement de liens plus étroits et de réseaux entre les programmes.

C. Mobilisation des ressources

27. Le Gouvernement, auquel seul incombe la coordination de l'aide, s'efforcera de tirer parti de la coopération entre le PNUD et d'autres programmes recevant une assistance extérieure dans le cadre des programmes nationaux. Il en sera ainsi partout où une telle coopération entraîne la valorisation, la rentabilité et l'efficacité des services administratifs et en particulier lorsqu'elle se solde pour le pays par un bénéfice net en matière de transfert de ressources. C'est essentiellement l'approche-programme qui permettra d'étoffer les programmes, de mobiliser les ressources et de faciliter la coopération entre plusieurs partenaires. Un objectif de 20 millions de dollars a été fixé à la mobilisation des ressources provenant du Gouvernement et de tierces parties, au titre de la participation aux coûts, pour la période couverte par le CCP-1 (voir annexe). On s'emploiera en priorité à obtenir des fonds d'un montant bien supérieur du FEM et du Protocole de Montréal, dans le but de financer des activités prioritaires de protection de l'environnement national et mondial.

Annexe

OBJECTIFS DE MOBILISATION DES RESSOURCES POUR L'INDE (1997-2001)

(En milliers de dollars des États-Unis)

Source	Montant	Remarques
RESSOURCES DE BASE DU PNUD		
Montant estimatif du report de CIP	37 464	
MCARB 1.1.1	72 881	Montant affecté immédiatement au pays
MCARB 1.1.2	0 à 66,7 % du MCARB 1.1.1	Cette fourchette est présentée strictement aux fins de la planification initiale. Le montant effectif dépendra de l'existence de programmes de qualité. Tout relèvement du taux maximal dépendra également de la disponibilité de ressources.
AEPP/AST	6 455	
Total partiel	116 800 ^a	
AUTRES RESSOURCES DU PNUD		
Participation aux coûts du Gouvernement	5 000	La participation aux coûts en 1997 et au-delà au titre de projets en cours se chiffre à 4,6 millions de dollars.
Fonds pour le développement durable	62 106	
FEM	54 000	
Protocole de Montréal	7 000	
Capacités 21	506	
Programme de microfinancements	600	
Participation aux coûts de tierces parties	15 000	La participation aux coûts en 1997 et au-delà au titre de projets en cours se chiffre à 0,017 millier de dollars.
Total partiel	82 106	
TOTAL GÉNÉRAL	198 906 ^a	

^a Non compris les MCARB 1.1.2 qui sont affectés au niveau régional en vue de leur emploi ultérieur au niveau des pays.

Abréviations : AEPP = Appui à l'élaboration des politiques et des programmes; AST = Appui aux services techniques; FEM = Fonds pour l'environnement mondial; MCARB = Montants cibles pour l'allocation de ressources de base.
